

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Interdiction de vente de moutouki : le nouveau visage de Mont-Bouët

UN marché presque dégariné. De jeunes gens comme déboussolés, hélant malgré tout les clients. Certains autres vendant malgré les sanctions qui planent au-dessus de leurs têtes. Nos équipes ont parcouru un Mont-Bouët à la physionomie reflétant la mesure d'interdiction de vente des vêtements de seconde main. Où plein de questions taraudent les esprits, tant aucun accompagnement n'est prévu par les autorités. Lecture!

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon



Photo: L.R.A.

Mont-Bouët sans ses fripiers.

CARREFOUR Léon-Mba, l'une des portes d'entrée du marché Mont-Bouët qui mène au lieu-dit La-Tour, un des centres névralgiques du moutouki. Avant que ne soit prise la décision d'interdiction de vente du moutouki ou friperie, on trouvait ici, le long de la voie, des vendeurs de tout, mais surtout des vêtements de seconde main. Ce vendredi après-midi, la voie est extraordinairement dégagée. Et pourtant, les femmes vous le diront, le vendredi soir, c'est le bon moment pour aller au "coin", s'adonner à la fouille de la fameuse friperie. S'il n'y a pas affluence, il y a tout de même quelques étals du produit interdit. Des étals pris d'ailleurs d'assaut par les femmes. Un vendeur de pantalons étant en train de... déballer. Imperturbable! Sauf quand on lui demande si la mairie n'a pas interdit la vente de moutouki. Erreur! Il laisse éclater sa colère. "Ce n'est pas la mairie qui paie l'école de mes enfants, encore moins mon loyer". C'est dire que la question l'a mis hors de lui. Difficile d'en tirer autre chose. Plus loin, c'est Marlyse, une jeune Librevilloise qui est venue "fouiller" des grenouillères pour son neveu à naître. Abonnée à un vendeur, elle a su à qui demander pour faire

ses achats. Car dorénavant, il faut être astucieux pour acheter et surtout vendre du moutouki à Mont-Bouët. La vendeuse, une jeune femme qui, en temps normal, a une palette, balade désormais sa marchandise dans un énorme sachet. "Il me faut continuer de vendre pour payer à manger à mes enfants", argut-elle. Puis, au niveau de La Tour, ce sont Steeve, Éloi, Daniel... qui commentent cette actualité qui les a tous pris de court. "Elle est dure cette mesure. Son caractère subit et immédiat, l'absence de

Le jeune homme est d'autant plus désarçonné que personne n'a souvenir que Mont-Bouët ait été déclaré foyer de Covid-19

plan B. On ne sait pas quel sort ils nous réservent. Dans tout ça ils ne nous disent pas si on peut pratiquer l'activité autrement." Pour Steeve, la vente de moutouki permet de subvenir aux besoins de sa petite famille. "Quand l'État prend une telle mesure, que nous propose-t-il en retour? C'est bien beau d'interdire la vente de friperie... Est-ce sérieux de la part de ceux qui nous gouvernent

de nous envoyer au chômage, croiser les bras à la maison?", demande le jeune homme qui est d'autant plus désarçonné que "personne n'a souvenir que Mont-Bouët ait été déclaré foyer de Covid-19". Pour Daniel, autre vendeur impacté par la mesure municipale, il faut la revoir. Tant nombreux sont les jeunes qui ont abandonné des activités illicites comme le braquage, le vol et ses corollaires pour se "chercher" dans le moutouki. "L'État ne peut pas tout faire. Nous l'avons fi-

nalement compris. Mais quand nous, jeunes, aidons l'État, il est incompréhensible que ce soit encore lui qui nous renvoie à nos vieux démons. En tout cas si cette situation devait perdurer la conséquence sera que la criminalité, les braquages et autres vont revenir avec plus d'ampleur", prévient-il. Mais les jeunes ne sont pas restés sans rien faire. Ils ont initié un courrier pour le Sénat, un autre pour le ministre de l'Intérieur dans lequel ils expriment leur

désarroi. Ils ont aussi rencontré le maire, même si rien de positif n'est sorti de là. En attendant, ce sont près de 700 commerçants qui sont sur le carreau à cause de cette décision. Que vont-ils devenir? Et leurs familles? Et tous ceux qui gravitent autour d'eux? Les autorités semblent n'avoir pas étudié tous ces paramètres avant de prendre cette mesure aux conséquences désastreuses pour ceux qui vivent de cette activité.

Près de 700 fripiers impactés

L.R.A.
Libreville/Gabon

EN interdisant de façon brutale la vente de friperie pour participer à la lutte contre le Covid-19, il semble que la mairie ait à son tour contribué à ajouter au mal-être de nombreuses familles qui tirent déjà le diable par la queue. Dans le plus grand marché de la capitale, ce sont près de 700 vendeurs qui ont été recensés

par les leaders de Mont-Bouët. Et si on associe ceux des autres espaces de vente dans la capitale, il y a fort à parier que ce sont de nombreux jeunes qui vont aller gonfler les rangs des chômeurs avec les conséquences qu'on pourrait imaginer. Pourtant, la mesure aurait pu être mieux pensée, mieux encadrée aussi. Parce que telle qu'elle se présente à l'heure actuelle, bien qu'elle soit adossée sur la noble cause de la lutte contre

le Covid-19, elle a un caractère abusif et arbitraire. Tant pour l'observateur avisé, cette mesure a des relents de précipitation, préjudiciable aujourd'hui à de nombreux jeunes qui, du jour au lendemain, vont se retrouver dans la précarité. En sus d'être désemparés, déboussolés, ne sachant à quel saint se vouer. A-t-on pensé à l'effet d'entraînement de tout ça? Rien n'est certain.